

[ TITRE D'ENTENTE  
..... ]

INTERVENUE ENTRE

Établissement

ET

LE (CMS)

Mise à jour : aaaa - mm - jj

---

**INTERVENUE ENTRE :** LE **Établissement** personne morale de droit public dûment constituée selon la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. c. S-4.2) ayant sa principale place d'affaires au 1001 boul. Décarie, Montréal, QC H4A 3J1, représentée par Dr Pierre Gfeller, en sa qualité de président directeur général dûment autorisé à agir à cette fin, tel qu'il le déclare;

(ci-après désigné le « CUSM »)

**ET :** LE **(CMS)**, personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la LSSSS, ayant son siège au **(adresse de l'établissement)**, représenté par **(Nom du président-directeur général)**, président-directeur général dûment autorisé à agir aux présentes;

ci-après désigné le « **(acronyme de l'établissement)** »

ci-après collectivement désignés les « Parties ».

---

**PRÉAMBULE**

*Besoins auxquels répond l'objet de l'entente  
Mission, fonctions, balises légales et mandat des parties  
Contexte  
Autres aspects à prendre en considération*

**CONSIDÉRANT QUE** *[la Loi sur les services de santé et les services sociaux (référence) reconnaît ...]*

**CONSIDÉRANT QUE** *[les Parties désirent conclure un protocole d'entente selon lequel l'Établissement...]*

**CES CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES ÉTANT EXPOSÉES, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1. PRÉAMBULE, ANNEXES ET AVENANTS**

Le préambule, les annexes et les avenants, s'il y a lieu, font partie intégrante de la présente entente, les Parties déclarant en avoir pris connaissance et s'en disant satisfaites.

**2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de déterminer les responsabilités respectives des Parties afin d'assurer [ ] dans le cadre de services [ ].

(Initiales de  
l'Établissement 1)

(Initiales de  
l'Établissement 2)

### 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

*À cette rubrique, il importe de préciser (si applicable), pour chaque entité responsable:*

- *Territoire desservi*
- *Clientèle visée*
- *Rôles et responsabilités*

#### 3.1 Obligations du (nom de l'établissement)

Le (nom de l'établissement) s'engage :

#### 3.2 Obligations du (nom de l'établissement)

Le (nom de l'établissement) s'engage :

#### 3.3 Obligations conjointes

### 4. ENTENTE CONDITIONNELLE

*[Indiquer les conditions s'il y a lieu]*

### 5. CONFIDENTIALITÉ DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

5.1 Les Parties s'engagent à mettre en place des mesures pour assurer la confidentialité et la sécurité des renseignements personnels communiqués dans le cadre de la présente entente, notamment tout renseignement contenu au dossier de l'utilisateur au sens de l'article 19 de la Loi.

5.2 En conséquence, les Parties s'engagent pour leurs professionnels et membres du personnel pendant la durée de la présente entente et en tout temps par la suite, à :

- Sauvegarder et maintenir le caractère confidentiel et privé de renseignements personnels et ne pas permettre l'utilisation de ces renseignements à d'autres fins que celles nécessaires pour rendre les services médicaux aux usagers.
- Ne divulguer les renseignements personnels qu'aux membres de leur personnel qui en ont nécessairement besoin, dans le cadre des services à être rendus aux usagers.
- Prendre les mesures requises pour empêcher la divulgation et la communication des renseignements personnels à des tiers, notamment établir et s'assurer de l'application de règles et de politiques de confidentialité, dont celles découlant de la juridiction de la Commission d'accès à l'information, ayant pour but d'empêcher toute utilisation ou reproduction non autorisée des renseignements personnels ou leur accès non autorisé.
- Signaler à l'autre partie, dans les meilleurs délais, tout incident susceptible de nuire à la protection du caractère privé et confidentiel des renseignements personnels.

(Initiales de l'Établissement 1)	(Initiales de l'Établissement 2)
-------------------------------------	-------------------------------------

- e) Aviser sans tarder l'autre partie, si on apprend ou si on a raison de croire qu'une personne non autorisée a eu accès à des renseignements personnels ou de toute contravention de cette personne à l'égard des présents engagements de confidentialité.

## 6. MÉSENTENTE

Toute mésentente relative à l'interprétation et à l'application de la présente entente de services est soumise aux autorités concernées des établissements signataires visés afin de trouver un règlement satisfaisant. *[Préciser les autorités concernées]*

## 7. ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, RENOUVELLEMENT ET FIN DE L'ENTENTE

- 7.1. La présente entente entrera en vigueur à la signature des Parties ou, selon le cas, à la dernière signature apposée, si les Parties ne signent pas le même jour. Elle sera d'une durée de [ ] et se renouvellera par reconduction tacite pour la même période, et ce, autant de fois que les Parties en décideront ainsi.
- 7.2. Advenant que l'une ou l'autre des Parties ne désire pas renouveler l'entente aux mêmes conditions ou y mettre fin à sa date de renouvellement, elle devra le signifier à l'autre partie avec un préavis d'au moins *[soixante jours]* avant sa reconduction.
- 7.3. La présente entente renferme l'ensemble des engagements, promesses, conventions, conditions et ententes entre les Parties Sauf tel qu'autrement prévu aux présentes, aucune modification, aucun changement ni aucun ajout ultérieur à la présente entente ne lie les Parties à moins qu'il ne soit fait par écrit et signé.

## 8. CESSION

- 8.1 Les droits et obligations prévus à la présente entente de services ne peuvent être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie.
- 8.2 Toute dérogation au présent article peut entraîner, au choix de la partie lésée, la résiliation de la présente entente. Cette résiliation prend fin de plein droit à compter de la date de ladite cession sous quelle que forme que ce soit.

## 9. AVIS

Tout avis et toute communication se fera par écrit et sera envoyée sous pli recommandé ou par messenger, frais à la charge de l'expéditeur, par télécopieur ou par courriel, aux coordonnées mentionnées ci-dessous. Toute communication sera présumée avoir été reçue (i) le jour de la remise par messenger, (ii) le jour de la réception de la télécopie ou du courriel s'il s'agit d'un jour ouvrable ou le jour ouvrable suivant si le jour de la réception n'est pas un jour ouvrable, ou (iii) le cinquième (5<sup>e</sup>) jour ouvrable suivant sa date d'expédition sous pli recommandé :

Établissement  
**[À compléter]**  
Attention : **[Insérer l'information]**  
Courriel : **[Insérer l'information]**  
Télécopieur : **[Insérer l'information]**

(Initiales de l'Établissement 1)	(Initiales de l'Établissement 2)
-------------------------------------	-------------------------------------

CMS

**[Compléter]**

Attention : **[Insérer l'information]**

Courriel : **[Insérer l'information]**

Télécopieur : **[Insérer l'information]**

## **10. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 10.1** Dans le cas où une disposition des présentes, pour quelque raison que ce soit, serait déclarée nulle ou invalide, ceci n'affectera en rien la validité des autres stipulations de la présente entente, qui resteront en vigueur et qui demeureront applicables comme si l'entente avait été signée sans la disposition invalide.
- 10.2** Le fait qu'une partie n'ait pas insisté sur la pleine exécution de l'un quelconque des engagements contenus aux présentes ou n'ait pas toujours exercé l'un quelconque de ses droits y conférés ne doit pas être considéré comme une renonciation pour l'avenir à tels droits ou à l'exécution de tels engagements; sauf disposition expresse à l'effet contraire, toute renonciation par l'une des parties aux présentes à l'un quelconque de ses droits n'est effective que lorsqu'établie par écrit et telle renonciation ne s'applique qu'aux droits et circonstances expressément visés par ladite renonciation.
- 10.3** La présente entente lie les Parties ainsi que leurs successeurs et ayants droits respectifs, lesquels sont tous liés par la présente.
- 10.4** La présente est régie par les lois en vigueur dans la province du Québec et les lois fédérales qui s'y appliquent et doit être interprété conformément à celles-ci.
- 10.5** Les Parties conviennent d'élire domicile dans le district judiciaire de Montréal, province de Québec, et choisissent celui-ci comme le district approprié pour l'audition de toute réclamation découlant de l'interprétation, l'application, l'accomplissement, l'entrée en vigueur, la validité et les effets de la présente entente.

## **11. DISPOSITION FINALE**

La présente entente de services est signée en *deux* exemplaires, dont chacun est distribué respectivement aux Parties signataires. Lorsque paraphé et signé par les Parties, chaque exemplaire est réputé être un original. L'ensemble de ces exemplaires ne reflète qu'une seule et même entente.

(Initiales de l'Établissement 1)	(Initiales de l'Établissement 2)
-------------------------------------	-------------------------------------

## 12. SIGNATURE DES PARTIES

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, EN *DEUX* EXEMPLAIRES :

Pour le **(Nom de l'établissement)**

À \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ de l'an \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
M. (nom du PDG), président-directeur général  
(Nom de l'établissement)

Pour le **(Nom de l'établissement)**

À \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ de l'an \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
M. (nom du PDG), président-directeur général  
(Nom de l'établissement)

(Initiales de l'Établissement 1)	(Initiales de l'Établissement 2)
-------------------------------------	-------------------------------------